

Besoin de stabilité et nécessité d'une vision globale

Autor(en): **Martin, Jean-Jacques**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Bulletin des Schweizerischen Elektrotechnischen Vereins, des Verbandes Schweizerischer Elektrizitätsunternehmen = Bulletin de l'Association Suisse des Electriciens, de l'Association des Entreprises électriques suisses**

Band (Jahr): **81 (1990)**

Heft 20

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-903170>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Besoin de stabilité et nécessité d'une vision globale

Exposé présidentiel présenté à l'Assemblée générale de l'UCS le 24 août 1990 à Brigue

Jean-Jacques Martin

Mesdames et Messieurs,

J'éprouve un plaisir particulier à vous accueillir ici, dans cette région magnifique et d'une grande importance pour l'économie électrique. Sur quelque 449 importantes centrales hydrauliques suisses, 71 se trouvent en effet en Valais. C'est ce canton, suivi des Grisons et du Tessin, qui produit la plus grande quantité d'électricité d'origine hydraulique, à savoir 8700 millions de kilowattheures par an en moyenne, ou encore environ 16% de la production totale d'électricité de la Suisse. Le Valais fournit ainsi une remarquable contribution à la prospérité de la Suisse. Ceci n'a pas simplement été réalisé au détriment de la nature. Des lacs de barrages, devenus maintenant de beaux lacs de montagne dans lesquels se reflètent les sommets, sont venus embellir bon nombre de vallées alpêtres auparavant nues et austères. Je tiens à en féliciter mes collègues valaisans et à les remercier vivement de leur cordiale hospitalité.

Adresse de l'auteur:

Jean-Jacques Martin, administrateur délégué et directeur de la Société Romande d'Electricité (SRE), 1815 Clarens

L'énergie électrique est l'œuvre de l'homme: 25 000 collaboratrices et collaborateurs qualifiés s'engagent 24 heures sur 24, 365 jours par an, à pro-

«L'énergie électrique est l'œuvre de l'homme.»

duire et distribuer l'énergie électrique de manière fiable, économique et respectant l'environnement.

Nous désirons aborder l'avenir avec dynamisme. Nous avons ainsi rédigé une charte des entreprises électriques. Il faut que les six millions de consommateurs sachent ce que nous voulons et leur promettons en vue d'assurer:

La prospérité et la stabilité

Penchons-nous tout d'abord sur la prospérité. Les effets apparents d'une grande prospérité donnent souvent prise, plus ou moins à juste titre, à la critique souvent d'ailleurs sans nuances. Les gens s'imaginent pouvoir tout obtenir, c'est-à-dire pouvoir consommer et profiter de services sans avoir à produire et travailler. Cette prospérité, dont la Suisse jouit depuis plusieurs générations, donne l'illusion parmi la jeune génération que nous y sommes abonnés. Trop peu de gens se souviennent encore de l'énorme travail nécessaire pour arriver à cet heureux résultat.

La production d'électricité, un des piliers de la prospérité de la Suisse en particulier, n'a pas échappé à ce phénomène. Bien que n'ayant, au cours de l'histoire de la Confédération, pas toujours été un avantage pour la Suisse, nos montagnes ont cependant pu fournir de l'énergie aux industries, services

et ménages suisses. Cette production a été complétée plus tard par celle des centrales nucléaires, autre précieux appoint à un approvisionnement en électricité sûr, économique et respectant l'environnement.

L'Europe se trouve actuellement dans une gigantesque phase de restructuration économique à laquelle la Suisse ne peut échapper. De nombreux facteurs de déstabilisation et de nouvelles règles du jeu touchent aussi l'électricité. C'est vrai aussi en Europe de l'Est où les centrales électriques sont dans un état lamentable. Pour des raisons de rendement et de protection de l'environnement, bon nombre de ces centrales devront être arrêtées ou renouvelées. La pénurie d'électricité qui existe actuellement déjà dans les pays de l'Est aggrave encore le problème.

Les technologies occidentales modernes ainsi que des fournitures d'électricité en provenance de l'Ouest seront nécessaires afin de prévenir un effondrement des réseaux. Etant donné que le réseau interconnecté occidental, qui

«Nous désirons aborder l'avenir avec dynamisme.»

regroupe les douze pays membres de l'UCPTE, dont la Suisse, est déjà fort sollicité, de futurs manques d'électricité se dessinent à l'horizon. Des incertitudes subsistent encore car il est difficile de prévoir quel sera le degré d'intégration de la Suisse à l'Europe. Quoi qu'il en soit, le plus haut degré d'autonomie de notre approvisionnement en électricité est un objectif inaliénable.

Le moment est donc certainement mal choisi de modifier fondamentale-

ment l'approvisionnement de la Suisse en électricité, c'est-à-dire, de vouloir l'affaiblir. L'économie suisse ne peut s'appuyer sur de vagues espoirs et promesses concernant les potentiels d'économies et les énergies d'appoint dites alternatives ou douces. Le consommateur responsable économise chez lui déjà de considérables quantités d'électricité. Et pourtant la consommation d'électricité continue à augmenter, reflétant la haute conjoncture économique et sociale.

Les initiatives antinucléaires mettent en danger l'économie et l'environnement

Le 23 septembre prochain, nous aurons à nouveau à nous prononcer sur de nouvelles propositions antinucléaires, et ceci après le rejet des initiatives en 1979 et 1984 visant le même but.

Les votations porteront sur l'exigence d'un abandon du nucléaire et sur un moratoire de dix ans. Les deux initiatives ont été présentées en 1987 à la suite du terrible accident survenu à Tchernobyl, dû à la transgression des prescriptions élémentaires de sécurité et à l'absence de barrières de sécurité et de protection dans un type de réacteur qui serait interdit en Suisse. Cet accident a plongé une grande partie de la population dans la peur et l'angoisse.

Il convient ici de dire clairement que Tchernobyl n'est pas partout et qu'il ne peut être comparé aux centrales nucléaires suisses. Nous avons pris soin de réexaminer notre attitude afin de savoir si nous pouvions continuer à défendre la production d'électricité d'origine nucléaire. Nous sommes arrivés à la conclusion que l'énergie nucléaire a son avenir devant et non pas derrière elle.

Nous en voulons pour preuve les signes d'un nouvel essor de l'énergie nucléaire: quelque 440 centrales nucléaires sont de nos jours en exploitation dans le monde. Elles contribuent déjà à 17% de la production mondiale d'électricité. Je vous rappelle les votations du 10 juin dans le canton de Vaud où l'abandon du nucléaire a été rejeté à environ 55%. La Suède, exemple phare de l'abandon du nucléaire, repense sa politique: la population (selon de récents sondages 57%), les syndicats et l'économie se prononcent en effet de plus en plus en faveur de la poursuite de l'utilisation de l'énergie nucléaire, craignant sans elle

une récession économique et des atteintes à l'environnement.

Des tendances identiques sont observées aux Etats-Unis: la «Tennessee Valley Authority» célèbre pour ses programmes d'abandon, va remettre en exploitation trois de ses centrales nucléaires arrêtées et en construire quatre nouvelles. Même certains Länder à gouvernement socialiste de la République Fédérale d'Allemagne ne veulent plus renoncer à l'option nucléaire, étant donné la situation catastrophique, au niveau de l'environnement, de l'approvisionnement en électricité de la RDA. On observe de manière générale à l'Est une tendance vers l'énergie nucléaire, tendance qui est aussi encouragée par les Verts. Il en est de même en France, au Japon et au Canada où les parcs de centrales nucléaires déjà importants ne cessent d'être agrandis.

Malgré les images d'horreur régulièrement publiées sur les conséquences de Tchernobyl, les promoteurs de l'abandon du nucléaire en Suisse tiennent désormais à le voir se réaliser seulement en l'an 2030, et non plus aussi rapidement que possible. Les oppo-

«La production d'électricité est un des piliers de la prospérité de la Suisse.»

sants au nucléaire désirent donc vivre encore 40 ans avec une énergie qu'ils prétendent être dangereuse; nous n'en sommes pas à une contradiction près.

Vision globale et indivisibilité de la culture

Bon nombre de créateurs dans le domaine artistique ou médiatique considèrent de façon partielle le développement technique comme négatif. Je pense qu'un choc culturel, vieux de quelque 100 ans, est ressenti ici, choc qui depuis la séparation des beaux arts et des arts appliqués, plus précisément des arts techniques, n'a toujours pas été surmonté. La nette séparation entre universités et écoles polytechniques en Suisse illustre ce fait de manière évidente. Une meilleure collaboration est ici indispensable. Il ne faut en aucun cas qu'une élite culturelle se détache de

la culture dans son ensemble, selon qu'une personne a étudié à l'université ou à l'école polytechnique fédérale. Une vision globale est la seule chance

«Le consommateur responsable économise chez lui déjà de considérables quantités d'électricité. Et pourtant la consommation d'électricité continue à augmenter, reflétant la haute conjoncture économique et sociale.»

de pouvoir maîtriser à l'avenir les problèmes communs. Il s'agit de penser globalement et d'agir localement. Par agir localement, nous ne voulons pas dire encourager l'égoïsme local et empêcher toute collaboration interrégionale.

Mais nous avons en Suisse aussi des créateurs possédant une vision interdisciplinaire, comme le montrent les citations suivantes:

- «Au vu de l'explosion démographique et de la dilapidation énergétique, nous ne pourrions pas couvrir notre demande sans énergie nucléaire» (*Friedrich Dürrenmatt*, décembre 1988, traduction libre).
- «Le nucléaire est et reste la seule énergie propre qu'on aura dans l'avenir» (*Jean Tinguely*, juin 1990).

J'ai parlé de vision globale. Les avantages et les inconvénients de l'énergie nucléaire doivent être jugés au vu de la menace évidente d'une catastrophe climatique due à l'augmentation des émissions de CO₂ et aux besoins énergétiques croissants d'une population mondiale de près de six milliards d'habitants. Telle a aussi été l'une des recommandations de la Conférence mondiale de l'énergie en septembre dernier à Montréal. Les deux initiatives antinucléaires manquent précisément d'une telle vision globale de l'avenir. Elles s'opposent systématiquement à un agent énergétique, à savoir l'énergie nucléaire, qui produit en Suisse 40% de l'énergie clé qu'est l'électricité.

Aucune source d'énergie ne représente une solution de rechange. Nous avons besoin de toutes les énergies et ceci au bon endroit, en quantité et combinaison appropriées. L'approvisionnement de la Suisse en électricité serait impossible sans énergie nucléaire nationale et française. Les économies d'électricité et les énergies d'appoint ne suffisent pas à remplacer les 40% d'électricité d'origine nucléaire, même si le scénario «nouveau style de vie» du GESE le prétend. Il est facile de parler d'économiser lorsque l'on est rassasié et que l'on vit dans l'abondance. Chacun de nous devrait pour cela réfléchir à ce que signifie la renonciation à 40% d'électricité chez soi et à son lieu de travail.

Aucune technique énergétique n'est exempte d'un impact sur l'environnement et rien n'est gratuit dans ce monde. Ceci est valable aussi bien pour la force hydraulique, les combustibles fossiles, le solaire photo-voltaïque, que l'énergie nucléaire. Si nous considérons la question énergétique de manière globale, en la mettant en rapport avec l'environnement, l'économie, la société, le niveau de vie, et si nous comparons impartialement et concrètement entre eux les impacts des divers agents énergétiques, de même que ceux d'un manque d'électricité, nous nous apercevons que l'énergie nucléai-

«L'énergie nucléaire à son avenir devant et non pas derrière elle.»

re est une forme d'énergie indispensable. De nombreuses raisons nous poussent donc à rejeter clairement les deux initiatives antinucléaires.

Oui aux économies d'électricité (à l'aide de l'énergie nucléaire). – Non à un Etat (antinucléaire) contrôlant les économies d'électricité

J'aimerais consacrer encore quelques mots à l'article énergétique sur lequel nous aurons également à nous prononcer.

L'article sur l'énergie est approuvé par l'UCS, parce qu'il pose les fonde-

ments d'une politique énergétique englobant tous les agents énergétiques, tout en mettant nettement en évidence la volonté d'économiser. Il montre que non seulement l'extension de l'énergie nucléaire est un but, mais aussi la consommation économe et rationnelle d'énergie. Il encourage fondamentale-

«Aucune source d'énergie ne représente une solution de rechange. Nous avons besoin de toutes les énergies et ceci au bon endroit, en quantité et combinaison appropriées.»

ment les nouvelles techniques énergétiques.

Depuis longtemps nous prônons les économies d'électricité. La remise du Prix Eta, la contribution à la campagne «Bravo plus» de l'Office fédéral de l'énergie et la participation active au programme fédéral «Construction et Energie» expriment la recherche d'une meilleure efficacité.

Des succès remarquables ont déjà été obtenus par le passé (35% entre 1975 et 1985 pour les lave-vaisselle, 60% pour les réfrigérateurs, 75% pour les téléviseurs couleurs). Economiser, ou mieux encore utiliser rationnellement l'énergie revient à presser un citron. Au début le jus coule sans efforts particuliers, vers la fin le jus se fait rare en dépit d'efforts de plus en plus grands. En fait, il reste encore un potentiel d'économies disponibles que nous estimons à quelque 10 à 15%, potentiel qu'il ne sera toutefois jamais possible d'épuiser immédiatement et entièrement. Ce sont avant tout des raisons économiques, des problèmes d'acceptation et, de plus en plus souvent, des motifs de politique d'intégration qui s'y opposent. La Suisse, petit pays au centre de l'Europe, ne peut pas se désolidariser et être déclarée «île des économies d'électricité» ou «zone sans centrales nucléaires».

Les améliorations de rendement atteintes pour certains appareils et installations sont toutefois régulièrement

neutralisées par de nouvelles utilisations de l'électricité. En effet, qui aurait pu, par exemple, s'imaginer, voici 40 ans, l'importance actuelle des ordinateurs ou télécopieurs? Des scénarios futuristes, pour une période de 40 ans, tels que le GESE les décrit sont donc aléatoires.

La réalité est différente, car nous devenons de plus en plus une société de services dépendant de l'électricité. A titre d'exemple, l'informatique consomme déjà quelque 4% de notre électricité et atteindra probablement 10% d'ici l'an 2000.

- Les *parcs technologiques* sont également un exemple actuel. L'augmentation massive du nombre d'ordinateurs entraîne d'une part une hausse de la consommation d'électricité et d'autre part un dégagement de chaleur, ce dernier permettant en hiver d'économiser du mazout et impliquant en été le refroidissement éventuel des locaux, lui-même lié à une demande supplémentaire d'électricité pour les climatiseurs. Au cours des deux dernières années, la consommation d'électricité de l'EPF de Zurich, par exemple, a augmenté de 7,8% alors que les besoins de chauffage (mazout) ont diminué de 6,5%.
- Les *entreprises de service* sont un autre exemple. Le secteur informatique représente à lui seul environ 40 à 50% de la demande totale d'électricité des banques. L'économie suisse utilise de nos jours au total quelque 400 000 PC (100 000 viennent s'y ajouter chaque année), leur consommation correspond à environ un vingtième de la production d'électricité de la centrale nucléaire de Mühleberg.
- Les *transports publics* sont un troisième et dernier exemple. Selon les dernières prévisions, la consommation d'électricité des CFF doublera au cours des 30 prochaines années (en raison, entre autres, de Rail 2000, du train RER, de NEAT), et ceci bien que le train consomme peu d'électricité. Avec une part de 4% à la consommation d'énergie des transports, les chemins de fer assurent en Suisse 13% du transport des personnes et 44% du transport des marchandises.

La discussion sur les économies confond malheureusement souvent énergie et électricité, de même qu'elle mélange politique sociale et politique

énergétique en voulant déterminer les besoins en énergie de chaque individu. La question de savoir qui détermine la consommation maximale d'énergie et d'électricité «admissible» est essentielle quant à notre manière actuelle d'agir, mais aussi en ce qui concerne les votations du 23 septembre prochain. Est-ce que cela sera, comme jusqu'à présent chaque citoyen, ou le cas échéant, une armée de fonctionnaires établissant des fiches sur les économies d'électricité? Le rapport du GESE prévoit ainsi 900 fonctionnaires chargés d'imposer une politique d'économie.

Mais qui doit en fin de compte prouver que des économies supplémentaires sont possibles? La tâche première des distributeurs d'électricité ne consiste certainement pas à veiller aux économies d'électricité. Nous le faisons néanmoins, de notre plein gré et y investissons des sommes importantes.

C'est à la science, à l'industrie et aux bureaux d'ingénieurs de soutenir ces objectifs gouvernementaux et de relever d'autres défis relatifs à l'utilisation rationnelle et raisonnable de l'électricité. Voilà pourquoi nous disons aussi Oui à l'article sur l'énergie.

Nous encourageons des solutions d'appoint

La part des énergies d'appoint, telles que l'électricité d'origine solaire ou produite à partir de biogaz, à la production d'électricité pourrait être augmentée grâce à des mesures d'encouragement. Des moyens importants sont prévus à cet effet dans les scénarios du moratoire et de l'abandon du GESE. Il devrait ainsi être possible d'ici à l'an 2025 de couvrir quelques pour cent de la consommation d'électricité du moment. Le scénario de l'abandon estime ce taux à 8%, ce qui met nettement en évidence le fait que les énergies d'appoint ne pourront remplacer la part de l'électricité d'origine nucléaire au cours des prochaines décennies.

Notre branche fait cependant un pas de plus que le GESE, et ceci dans deux domaines:

- Premièrement, nous testons nous-mêmes les possibilités et les limites des énergies d'appoint dans la pratique dont quelques exemples dans le réseau interconnecté: Mont-Soleil, Riom, pour le solaire photovoltaïque, et Teufthal pour l'électricité extraite du biogaz.
- Deuxièmement, un groupe de projet de l'UCS a commandité une étude devant estimer le potentiel d'électri-

cité solaire réalisable en pratique, et ceci en tenant compte des prescriptions légales en vigueur (telles que la protection de la nature et du paysage, les prescriptions sur les constructions), des facteurs économiques déterminants (coûts de fabrication, d'installation et d'exploitation) et des facteurs écologiques (bilan énergétique: «énergie grise», élimination des déchets et autres).

La part de l'électricité d'origine nucléaire ne peut en conclusion être ni économisée, ni remplacée sans devoir faire appel à une économie dirigiste. Si la Suisse désire malgré tout renoncer à l'énergie nucléaire, il nous reste deux possibilités, à savoir, produire cette quantité d'électricité à partir de combustibles fossiles ou l'importer.

Une manière fort discutée de produire l'électricité est le couplage chaleur-force. Son rendement énergétique est relativement élevé. Utilisant toutefois du pétrole ou du gaz comme combustible, ces installations augmentent la consommation de combustibles fossiles, avec les impacts correspondants sur l'environnement. Il serait plus judicieux d'encourager le couplage chaleur-force dans les centrales nucléaires suisses. L'installation Refuna dans la vallée inférieure de l'Aar combinée à la centrale nucléaire de Beznau en est un exemple connu internationalement. La chaleur soutirée approvisionne huit communes par un réseau de chauffage

«L'approvisionnement de la Suisse en électricité serait impossible sans énergie nucléaire nationale et française.»

régional à distance, permettant ainsi d'économiser dix millions de litres de mazout par an. D'autres projets semblables ne pourront malheureusement pas être réalisés avant longtemps, et ce pour diverses raisons.

1989: Sécheresse et dépendance croissante vis-à-vis de l'étranger

L'extrême sécheresse de 1989 a nettement fait ressortir la dépendance croissante de l'approvisionnement en

électricité vis-à-vis de l'étranger. Les installations de production suisses sont de moins en moins en mesure de couvrir la hausse continue, encore que lente, de la demande d'électricité, cette dernière ayant augmenté de 2,7% en 1989, passant à 45,5 mia de kWh. Non seulement la construction de nouvelles centrales nucléaires, mais aussi, et ce toujours plus, l'utilisation de la force hydraulique sont rejetées. Durant l'hiver 1989/90, la Suisse est devenue un importateur net d'électricité. Au cours de ces six mois, quelque 6% de nos besoins en électricité ont en ef-

«Les économies d'électricité et les énergies d'appoint ne suffisent pas à remplacer les 40% d'électricité d'origine nucléaire.»

fet dû être importés. En raison du blocage de divers projets de nouvelles centrales, plusieurs grandes sociétés d'électricité ont été obligées, depuis déjà quelques années, de conclure des contrats d'achat d'électricité avec l'étranger afin de pouvoir remplir leur tâche d'approvisionnement. La Suisse dispose jusqu'à la fin des années 90 de droits de prélèvements d'électricité en France de l'ordre de 15,4 mia de kWh par an, ce qui correspond à environ la production de deux grandes centrales nucléaires.

Comparée à l'année précédente, la production des centrales hydrauliques a diminué de plus de 16% à cause de l'exceptionnelle sécheresse durant la période en question, ce qui a entraîné une baisse d'environ 10% de la production totale d'électricité suisse qui est descendue à 51,6 mia de kWh. La part des centrales hydrauliques à la production totale d'électricité suisse n'était plus en 1989 que de 57%, celle des centrales nucléaires de près de 41% et celle des installations thermiques classiques de 2%.

Deux votations aux résultats favorables pour l'énergie nucléaire ont eu lieu durant l'année sous revue. Les citoyens de la ville de Zurich ont rejeté un abandon du nucléaire et ceux de la commune de Würenlingen ont accepté

la construction d'un dépôt intermédiaire pour déchets radioactifs sur le territoire communal.

Alors que de nombreux projets de construction de centrales hydrauliques étaient en suspens en 1989, les projets concernant les centrales d'Ilanz (nouvelle construction), de Laufenbourg (rénovation) et d'Augst-Wyhlen (rénovation) ont pu avancer. On a aussi pu constater en 1989 que l'étude de l'impact sur l'environnement convenait très bien pour bloquer un projet. Des problèmes semblables existent à propos des études réalisées par la Cédra afin de trouver un site adéquat pour le stockage définitif de déchets faiblement et moyennement radioactifs.

L'information fait partie de nos tâches

En prologue aux votations, diverses critiques ont à nouveau été formulées à propos du travail d'information de l'UCS. Nous tenons à préciser clairement qu'il s'agit là d'une information spécifique nécessaire face à la propagande de désinformation des opposants au nucléaire. Avant que les citoyennes et citoyens suisses n'aillent cet automne aux urnes, il est important qu'ils sachent d'où vient une grande

«Aucune technique énergétique n'est exempte d'un impact sur l'environnement et rien n'est gratuit dans ce monde. Ceci est valable aussi bien pour la force hydraulique, les combustibles fossiles, le solaire photo-voltaïque, que l'énergie nucléaire.»

partie, bientôt la moitié, de leur électricité. Instaurer la confiance dans un contexte technique complexe exige un travail d'information poussé. De plus, il s'agit là d'un élément important de notre mandat.

L'égoïsme local, l'abondance croissante de prescriptions et l'incompréhension de la technique préoccupent de plus en plus l'UCS. Plus d'une centrale hydraulique suisse pourra au cours des prochains mois ou années fê-

ter son centième anniversaire. La plupart des consommateurs d'électricité ignorent cependant ce qu'ils doivent à leurs prédécesseurs du XIX^e siècle. Une partie de l'électricité qu'ils consomment provient en effet d'instal-

«Depuis longtemps nous prônons les économies d'électricité.»

lations construites par leurs ancêtres au prix de gros efforts, pour ainsi dire sans moyens mécaniques. Même si, déjà à cette époque, cela n'allait pas sans oppositions et prescriptions, le bon sens restait alors vainqueur comme le montre cette prescription de l'époque selon laquelle l'électricité ne doit pas pouvoir sortir des fils.

Solidarité

Mesdames et Messieurs,

Les entreprises d'électricité doivent rester solidaires. L'Union des Centrales Suisses d'électricité est là, c'est le rôle d'une association professionnelle pour les y aider.

Au moment où je prends congé du comité après douze ans, quatre ans en qualité de président, je me rends compte qu'il n'est pas facile de tenir les objectifs que je m'étais fixés au départ. Certains n'ont pas été atteints.

Cela est difficile parce que notre branche d'activité s'est politisée ou du moins la partie relevant de la production. Difficile aussi parce que les structures juridiques des membres de l'UCS sont différentes, leur taille, leur degré de dépendance financière ou politique ne sont pas semblables. Cependant, le but reste commun comme l'exprime la charte que nous vous avons présentée.

Quitter ce poste de Président de l'UCS, à un mois de décisions importantes, est un peu frustrant. Je l'avoue,

Charte 2000

des entreprises suisses d'électricité

Nous sommes . . .

. . . des hommes et des femmes qui, derrière les prises de courant, sont responsables de la production et de la distribution d'électricité à partir de nos centrales hydrauliques et nucléaires.

Nous assurons un service auquel se dévouent 25 000 personnes qualifiées.

Nous travaillons au confort de tous, 24 heures sur 24, 365 jours par an.

Notre mission . . .

. . . est de livrer à nos six millions d'usagers et de clients, une énergie électrique de qualité, produite en Suisse à des prix optimaux.

Nous voulons . . .

. . . respecter l'environnement et le paysage, préserver les ressources naturelles et ménager la qualité de l'air.

. . . contribuer au développement des sources d'énergies renouvelables et encourager l'application de techniques non polluantes.

. . . informer et conseiller en matière d'économies et d'usages judicieux des énergies.

. . . maintenir un esprit d'ouverture face au changement et aux défis à venir et exposer clairement nos positions et nos projets.

Union des Centrales Suisses d'Électricité

Mai 1990

mais les impératifs statutaires sont rigides et je ne peux que m'y soumettre. En partant, je laisse des dettes de reconnaissance à l'égard d'un grand nombre de personnalités.

Je dirai tout d'abord ma très grande admiration pour M. Adolf Ogi. Vous avez, M. le Conseiller Fédéral, une immense tâche. Si l'énergie vous occupe un temps considérable, les autres activités dévolues à votre département sont énormes. Vous avez pris cette tâche avec vigueur, enthousiasme et compétence. Vous soutenez les électriciens avec ferveur et vous êtes convaincant. Nous vous remercions de l'honneur que vous nous faites en participant à cette assemblée. L'engagement personnel que vous manifestez à l'égard de la production nucléaire mé-

«La tâche première des distributeurs d'électricité ne consiste certainement pas à veiller aux économies d'électricité. Nous le faisons néanmoins, de notre plein gré et y investissons des sommes importantes.»

rite que les initiatives soient rejetées et bien sûr que l'article constitutionnel soit accepté. Nous le souhaitons tous et en bon sportif que vous êtes, on ne peut qu'être gagnant. Je vous félicite et vous remercie.

Nous savons le rôle important que joue l'Office fédéral de l'énergie et son chef M. Kiener. Nous leur adressons ici aussi nos vifs remerciements pour l'aide apportée et la collaboration efficace dont nous avons bénéficié.

Aux membres du Comité et spécialement du bureau de ce comité, j'ex-

prime ma vive reconnaissance d'avoir accepté une présidence francophone. Les problèmes des romands ne sont pas toujours comparables à ceux des suisses-alémaniques. On apprend beaucoup à être souvent à Zurich et à Berne. Merci Messieurs de votre compréhension.

A M. Max Breu, directeur de l'UCS, je voudrais aussi exprimer mes sentiments de gratitude. Il n'a eu jusqu'ici qu'un seul Président. Avec moi il a perfectionné son français. Il a été un directeur actif, assidu et dévoué. Il n'avait pas à être formé, il avait déjà la

taille du patron, du chef, celui que tout de suite on a reconnu comme la base stable de l'UCS. A son personnel je voudrais dire ma reconnaissance pour l'aide qu'ils m'ont apportée.

A tous nos membres enfin je voudrais rappeler que l'UCS est une source inépuisable de forces vives et que l'on peut compter sur l'aide précieuse du secrétariat comme de tous les membres de commissions ou groupes de travail.

L'électricité c'est toute la vie. C'est vrai, c'est une des clefs d'une économie libre, prospère et dynamique.

Carta 2000

delle centrali svizzere di elettricità

Noi siamo . . .

. . . uomini e donne, responsabili di un settore di servizio che vuol assicurare l'approvvigionamento di energia elettrica necessario al buon funzionamento della nostra economia e della nostra società.

. . . 25 000 collaboratori, professionalmente qualificati e ininterrottamente impegnati 24 ore al giorno e 365 giorni all'anno.

Il nostro compito . . .

. . . è di fornire a 6 milioni di utenti e clienti un'energia elettrica di qualità, prodotta in Svizzera a prezzi vantaggiosi e con procedimenti non inquinanti.

Noi vogliamo . . .

. . . con le nostre centrali e i nostri impianti rispettare l'ambiente e il paesaggio e preservare le risorse naturali grazie alle tecnologie più avanzate e al personale più affidabile.

. . . contribuire allo sviluppo di fonti di energia rinnovabili e promuovere l'applicazione di tecniche pulite.

. . . informare e consigliare sulle possibilità di fare un uso parsimonioso e razionale dell'energia elettrica.

. . . affrontare con spirito aperto i cambiamenti e le sfide dell'avvenire informando con chiarezza l'opinione pubblica a proposito delle nostre scelte e dei nostri progetti.

Unione delle Centrali Svizzere di Elettricità (UCS) Luglio 1990